

« Je suis en colère » : quand le préfet met le Rucap face à ses responsabilités

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / LA RÉDACTION

2 février 2026



Au Mémorial acte, un séminaire consacré au renouvellement urbain de Cap excellence (Rucap) a posé les enjeux d'un programme de plus de 445 millions destiné à transformer durablement les quartiers prioritaires de Cap excellence.

Vendredi 30 et samedi 31 janvier, au Mémorial acte, un séminaire a tenté de mettre à plat l'avenir du renouvellement urbain de Cap excellence (Rucap). Ce programme, doté de plus de 445 millions, vise à transformer

en profondeur, sur près de dix ans, les quartiers prioritaires de l'agglomération Cap excellence, qui regroupe Les Abymes, Baie-Mahault et Pointe-à-Pitre. Plus de 15 000 habitants sont concernés. Mais au-delà du simple état des lieux technique, ces deux jours ont surtout révélé l'ampleur des attentes, des fragilités et des tensions qui entourent un projet aussi vital qu'ambitieux.

Deux idées fortes ont traversé l'ensemble des échanges : le programme Rucap ne peut réussir sans structuration économique locale solide, et l'urgence sociale impose d'accélérer le passage à l'acte.

Dès l'ouverture, le ton était donné. Harry Durimel, maire de Pointe-à-Pitre (debout photo ci-dessus), a insisté sur la nécessité de « *créer une diagonale entre acteurs publics et entrepreneurs* », faisant du renouvellement urbain un moteur de développement économique et social. Une vision partagée par Cap excellence, qui entend utiliser la rénovation comme un levier pour l'emploi, la formation et l'insertion, notamment des jeunes des quartiers.

Pourtant, au fil des tables rondes, un constat sévère est revenu comme un refrain : les marchés publics Rucap arrivent, mais le tissu économique local semble trop fragile pour les saisir pleinement. Les trésoreries sont sous tension, l'accès à la commande publique reste complexe, et la pénurie de main-d'œuvre qualifiée paralyse les ambitions. Le taux de défaillance des entreprises, notamment dans le BTP, donne la mesure du défi : José Gaddarkhan, président de la Fédération du BTP, a cité un chiffre de plus de 38 % de défaillance.

« *Notre pacte social repose sur une économie de qualité qui crée du travail* » Thierry

Ces faiblesses structurelles posent une question : le tissu économique guadeloupéen est-il en capacité de répondre aux volumes et aux exigences d'un tel chantier ? Face à ce doute, les acteurs économiques ont lancé un appel récurrent pour un accompagnement renforcé : mise en place de guichets uniques, formation aux marchés publics, meilleure anticipation des calendriers.

Le coup de semonce du préfet

C'est dans ce contexte de vulnérabilités avouées que le discours de clôture du préfet de région, Thierry Devimeux (lisant photo ci-dessus), a opéré une rupture. Évoquant cinq homicides en un mois, dont celui d'un jeune homme de 19 ans survenu seulement quelques heures plus tôt à quelques centaines de mètres du lieu du séminaire, dans la nuit du 31 janvier, le préfet a livré une intervention d'une rare dureté.

Sa colère ne visait pas qu'un seul acteur, mais bien l'ensemble de la chaîne. Colère contre l'État, contre les élus, contre les bailleurs, contre les entreprises. Tous sont, selon lui, coresponsables d'un cadre de vie dégradé qui nourrit en partie la violence. « *Comment retrouver une condition de vie saine sans assainissement, sans eau potable, sans espaces publics de qualité ?* », a-t-il lancé, fustigeant une habitude à « *gérer la dette comme un mode de fonctionnement* ». Il y voit une forme de perversité et cela donne un mauvais exemple : « *Comment dire aux jeunes 'vous ne pouvez pas prendre d'armes' lorsque même des entreprises majeures, comme le syndicat de gestion des eaux (Smgeag), ne respectent pas leurs obligations financières et donc les règles ?* »

Pour Thierry Devimeux, la priorité n'est plus seulement la rénovation des bâtiments. Il a insisté sur une priorité absolue à mettre en œuvre sans délai : refaire d'abord les réseaux d'eau potable et d'assainissement, et remettre aux normes des stations d'épuration aujourd'hui « *toutes hors d'usage* ». « *On ne peut pas reconstruire la ville sur la ville quand le sous-sol est pourri* », a-t-il martelé dénonçant des infrastructures hautement insalubres et dégradées. La violence qui frappe le territoire n'est, selon lui, que le symptôme « *d'une société malade* », à laquelle aucune réponse durable ne pourra être apportée sans un cadre de vie digne et fonctionnel.

Citant le général de Gaulle, Thierry Devimeux a rappelé que « *notre pacte social repose sur une économie de qualité qui crée du travail* ». Pour lui, cet impératif commande une mobilisation immédiate des entreprises : se regrouper pour mieux coordonner leurs projets, anticiper les marchés publics, investir dans la formation des jeunes des quartiers et s'engager activement dans la rénovation des infrastructures essentielles comme l'eau et l'assainissement.

Ces homicides récents, reflet d'une violence extrême, servent de miroir : ils montrent que chaque projet de la Rucap doit être mis en œuvre sans délai pour offrir aux habitants un cadre de vie digne, sûr et durable.

Les homicides récents, reflet d'une violence extrême, ont servi de miroir. Ils rappellent une évidence noyée dans les rapports techniques : chaque projet, chaque chantier, chaque euro investi doit être mis en œuvre sans délai. L'enjeu dépasse la rénovation urbaine ; il s'agit d'offrir aux habitants un cadre de vie digne, sûr et durable.

L'info n'a pas de prix, mais elle a un coût. Vous venez de lire un article en accès libre. Pour que perdure un

journalisme de qualité, abonnez-vous ici ou, si vous préférez, faites un don ici.